



Conseil économique et social

Distr. générale
28 juin 2000
Français
Original: anglais

Session de fond de 2000

New York, 5 juillet-1er août 2000

Débat de haut niveau

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Développement et coopération internationale
au XXI^e siècle : le rôle des technologies
de l'information dans le cadre d'une économie
mondiale à forte intensité de connaissances**

**Contribution de la Commission économique
pour l'Amérique latine et les Caraïbes au thème
du débat de haut niveau de la session de fond de 2000
du Conseil économique et social**

**Développement et coopération internationale
au XXI^e siècle : le rôle des technologies de l'information
dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité
de connaissances**

Optique régionale

Résumé

Le Président du Conseil économique et social pour l'an 2000 a, en consultation avec le Bureau, prié les commissions régionales de tenir des réunions régionales intergouvernementales ou des réunions d'experts sur les technologies de l'information pour le développement dans leurs régions respectives et de soumettre un rapport sur les conclusions de ces réunions au Conseil lors de son débat de haut niveau afin d'exposer l'optique des régions sur le thème choisi pour le débat, à savoir « Développement et coopération internationale au XXI^e siècle : le rôle des technologies de l'information dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances ».

* E/2000/100.

Les cinq commissions régionales ont soumis de brefs rapports fondés sur des réunions consultatives régionales ou sur les vues demandées à leurs États membres. Les réunions de la CESAP et de la CEPALC ont été accueillies par les Gouvernements indien et brésilien, respectivement, les 20 et 21 juin 2000. La CEA a tenu, du 24 au 28 octobre 1999, une réunion de haut niveau intitulée « Le défi que la mondialisation et l'ère de l'information posent à l'Afrique », qui a constitué le premier Colloque africain sur le développement. La CESAO a tenu sa réunion d'experts les 15 et 16 mai 2000. La CEE a fait distribuer un projet de rapport à tous ses États membres, dont les commentaires ont été ensuite intégrés au rapport que la Commission a présenté au Conseil.

I. Participation et organisation des travaux

1. La réunion a été tenue à Florianópolis, Santa Catarina (Brésil), les 20 et 21 juin 2000, et a rassemblé les représentants des États membres ci-après de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. M. Bernd Niehaus, Ambassadeur du Costa Rica auprès des Nations Unies et Vice-Président du Conseil économique et social assistait également à la réunion en représentation de l'Amérique latine et des Caraïbes.

II. Compte rendu des travaux

2. Les discours liminaires de la séance inaugurale ont été prononcés par MM. Niehaus; Reynaldo Bajraj, Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC; Ronaldo Sardenberg, Ministre des sciences et de la technologie du Brésil, et Esperidião Amin, Gouverneur de Santa Catarina.

3. Prenant la parole au nom du Président du Conseil économique et social, M. Niehaus a souligné qu'une révolution sans précédent s'était produite, au cours des 10 dernières années, dans le domaine des télécommunications et de la gestion de l'information, entraînant des effets extraordinaires sur le plan des relations économiques et sociales et créant, de ce fait, un domaine économique absolument nouveau. La révolution numérique, à la suite de laquelle la richesse des nations ne se mesurait plus en fonction de la valeur de ses ressources naturelles mais au contraire du niveau de connaissances et du talent de ses habitants, offrait aux pays en déve-

loppement de nouvelles options en termes de croissance, de concurrence sur les marchés et d'accroissement de la production. Si elles étaient utilisées à bon escient, ces possibilités pourraient même contribuer à l'émergence de sociétés plus justes. Néanmoins, il était impératif, pour ce faire, que tous les pays de la région et la communauté internationale s'engagent à combler le fossé existant en matière de technologie numérique entre les pays riches et pauvres, processus dans lequel l'Organisation des Nations Unies avait un rôle décisif à jouer.

4. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC, après avoir transmis aux participants les vœux de succès du Secrétaire exécutif de la Commission, a fait observer que l'Amérique latine et les Caraïbes possédaient un capital intangible qui s'ajoutait à son capital naturel, au capital accumulé et à la richesse de ses ressources humaines. Ce capital constituait son potentiel de coopération, fondé sur des origines communes, des liens historiques de solidarité et une vocation d'avenir commun. Ce potentiel s'était exprimé à de nombreuses reprises et s'intensifiait lorsque l'enjeu consistait à intégrer pleinement les pays aux courants du progrès technique qui avaient une incidence directe sur le bien-être futur de la population. De cette réunion pouvait donc émaner une contribution importante aux débats menés en la matière au sein du Conseil économique et social, enrichissant de la sorte la vision globale et facilitant le débat de haut niveau de la session de fond.

5. Le Ministre des sciences et de la technologie du Brésil a affirmé que l'émergence de la société de l'information avait imposé une redéfinition de l'insertion des pays au sein du système économique mondial et que les efforts déployés à l'échelon national pour favoriser le développement et le bien-être étaient régis par un nouveau paradigme technique et économi-

que. Les effets de ce phénomène étaient très supérieurs à ceux d'autres phénomènes économiques et financiers de caractère systémique qui avaient influencé le destin des pays en développement au cours des dernières décennies. Il était donc impératif de mettre au point une stratégie d'insertion au sein du nouveau monde de l'économie numérique qui se traduise par des objectifs d'inclusion et d'équité sociale et économique, et de garantie de la démocratie et de l'exercice des droits individuels.

6. Le Gouverneur de Santa Catarina a signalé que l'objectif de la réunion pouvait se résumer en un seul mot : « intelligence ». La capacité de traduire cette intelligence en instrument de justice allait dépendre de l'incorporation, de façon novatrice et moderne, de la technologie de l'information, selon les principes régissant la citoyenneté dans toute sa plénitude. Le grand défi qui se posait à l'intelligence était de mettre le talent au service de la réduction du phénomène de l'exclusion. Dans le cas des pays de la région, il s'agissait d'un enjeu capital qui permettrait de préserver l'intégrité du sentiment national et l'intégration effective du continent.

7. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC a rappelé que l'innovation et le progrès technique constituaient, depuis longtemps, les piliers de la pensée de la Commission. En effet, dans la série d'études sur la transformation du processus de production dans un climat d'équité publiée au début des années 90, la CEPALC affirmait que les exigences de la mondialisation obligeaient à privilégier le rôle du progrès technologique et mettait l'accent sur l'importance de la compétitivité en tant que facteur clef de la croissance économique. Le Secrétaire exécutif adjoint a donc signalé que cette réunion avait pour but d'analyser une modalité de progrès technique qui avait acquis une importance considérable, à savoir les changements intervenus en matière de technologie de l'information et de la communication, qui allaient au-delà du domaine de la production et s'étendaient aux domaines les plus variés.

8. Comme l'indiquait le document présenté par la CEPALC à la réunion, intitulé « América Latina y el Caribe en la transición hacia una sociedad del conocimiento : una agenda de políticas públicas », les nouvelles technologies de l'information et de la communication s'accompagnaient du risque de voir s'accroître l'iniquité et l'exclusion. Sur le plan interne, le décalage en termes de technologie numérique pouvait aggraver

la répartition déjà déficiente du revenu et du pouvoir, alors que ce même décalage entre pays pouvait creuser le fossé qui séparait le monde développé et le monde en développement.

9. Pour terminer, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC a donné un aperçu du bilan des années 90, décrit dans le document mentionné plus haut, puisqu'il servirait forcément de point de départ pour les stratégies et politiques que les pays de la région adopteraient à l'avenir. Il a notamment signalé les progrès évidents accomplis dans les domaines économique et social, la stagnation, voire la dégradation en matière de répartition du revenu, ainsi que les problèmes de cohésion sociale, éléments sur lesquels il faudrait s'appuyer pour étudier de manière approfondie s'il était possible d'adopter, en Amérique latine et dans les Caraïbes, des politiques adéquates en matière d'information et de communication.

10. Au cours du débat qui s'ensuivit, le représentant du Brésil a d'abord pris la parole pour se référer au contexte et aux objectifs de la réunion. Le Brésil considérait qu'il importait au plus haut point d'offrir des possibilités et des incitations au secteur privé et d'assurer son articulation avec le secteur public, aspects prévus dans l'agenda économique, ainsi que de faciliter l'accès aux services de la part de tous les usagers, ce qui constituait un élément central de l'agenda social.

11. Les représentants du Pérou, du Paraguay, du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, de la Colombie, du Costa Rica, du Venezuela, du Panama, de l'Équateur, de l'Uruguay et de la Jamaïque sont ensuite intervenus pour manifester leur adhésion aux propos du représentant du Brésil ainsi qu'aux thèmes abordés dans le document de la CEPALC, et pour expliquer les mesures adoptées dans leurs pays afin d'améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication. L'un des représentants a signalé qu'il était nécessaire, non seulement de défendre l'intégrité culturelle et linguistique, mais aussi d'offrir de nouvelles possibilités commerciales aux entreprises de la région et de mettre en place des mécanismes de coopération régionale afin de protéger les créneaux commerciaux existants. Un autre représentant s'est déclaré préoccupé par le fait que les voies d'accès au monde de l'information relevaient du secteur privé, même si le secteur public continuait à définir le contexte dans lequel celles-ci s'inscrivaient. Les délégations ont également estimé qu'il était impératif d'adopter des normes susceptibles

de protéger le droit des citoyens au respect de leur vie privée, d'assurer la sécurité juridique des transactions effectuées par voie électronique et d'éviter les délits dans ce domaine. Plusieurs délégations ont émis le vœu que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication soit intensifiée dans le domaine de l'éducation, qu'un soutien soit apporté aux petites et moyennes entreprises, et que soit protégé le droit à la propriété intellectuelle.

12. L'accès aux réseaux d'information dépendant dans une large mesure de leur coût, il a été proposé de créer des laboratoires d'informatique dans les établissements d'enseignement primaire afin que les enfants puissent, très tôt, se familiariser avec les technologies numériques, ainsi que de faciliter l'accès au réseau à partir de centres municipaux et de bibliothèques publiques. On a également fait valoir que les possibilités de production de matériel destiné à ce genre de technologie étaient tout aussi importantes que l'accès à cette dernière.

13. Le débat s'étant étendu à d'autres domaines, il a été question de créer des mécanismes de négociation de la dette extérieure des pays, permettant une réduction de celle-ci en échange de la réalisation d'activités visant à faciliter l'accès à la société de l'information, en adoptant, pour ce faire, les mesures pertinentes. Les participants ont également souligné qu'il importait de cerner clairement les domaines dans lesquels devait se centrer l'application des nouvelles technologies, parmi lesquels l'enseignement occupait une place de première importance car, faute d'être accompagné d'un processus parallèle d'apprentissage, ce développement risquait de ne procurer que des avantages très limités.

14. Étant donné le grand nombre de politiques requises pour garantir un accès plus généralisé, dans la région, à la société de l'information, il était indispensable de faire appel à la fois au secteur public, au secteur privé et à la société civile. Il fallait notamment favoriser l'industrie des logiciels, domaine dans lequel plusieurs pays de la région s'étaient aventurés au cours des dernières décennies, avec des résultats divers. Il serait donc intéressant, pour la région, de mettre sur pied des mécanismes de promotion de cette industrie, y compris au niveau de la commercialisation.

15. Le mercredi 21 juin au matin, un groupe d'experts s'est réuni pour examiner trois sujets : le passé et le présent de l'évolution technologique en Amérique latine; les technologies de l'information : mesures

stratégiques du passé et de l'avenir; et un cas de coopération en matière d'innovation technologique. Des communications ont été présentées par MM. Jorge Katz, Directeur de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC; Iván Moura Campos, Président de Akwan Information Technologies; et Ramiro Jordán, Directeur du Consortium ibéro-américain de l'éducation scientifique et technologique.

16. L'après-midi du même jour, les participants se sont réunis en séance plénière et ont adopté à l'unanimité la Déclaration de Florianópolis, qui rend compte des besoins identifiés par les représentants des pays de la région et de leurs recommandations en matière de technologie de l'information.

III. Déclaration de Florianópolis

17. Le texte de la Déclaration est reproduit ci-dessous.

Déclaration de Florianópolis

Sachant que, conformément à sa décision 1999/281, le Conseil économique et social a décidé de consacrer le débat de haut niveau de l'an 2000 au thème suivant : « Le développement et la coopération internationale au XXI^e siècle : le rôle des technologies de l'information dans le contexte d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances »,

Tenant compte du fait que, en vertu de cette décision et répondant à une invitation du Gouvernement de la République fédérative du Brésil, les représentants des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis à Florianópolis, Santa Catarina (Brésil), les 20 et 21 juin 2000, afin de préparer, avec le concours de la CEPALC qui faisait office de secrétariat, leur participation au débat de haut niveau que le Conseil économique et social tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 5 au 7 juillet 2000,

Conscients que le souhait commun des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes est d'être, à l'horizon 2005, membres à part entière de la société de l'information dans un contexte d'efficacité, d'équité et de pérennité et dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances,

Considérant que les technologies de l'information et de la communication constituent la cheville ouvrière

de la construction de l'économie mondiale fondée sur le savoir et sur la formation de la société à forte intensité de connaissances, et que, partant, elles représentent la base d'un nouveau mode d'organisation et de production à l'échelon mondial, obligeant de la sorte à une redéfinition de la modalité d'insertion des pays au sein du système économique mondial, ainsi que des relations entre les personnes, les cultures et les manières d'exercer le pouvoir et la citoyenneté, et que, finalement, dans le contexte d'une économie globale, la compétitivité repose de plus en plus sur les connaissances,

Sachant qu'en acceptant que l'évolution de la société de l'information et des connaissances soit régie uniquement par les mécanismes du marché, on risque d'aggraver les fractures sociales que connaissent nos sociétés, de créer de nouvelles modalités d'exclusion, d'intensifier les effets néfastes de la mondialisation et de creuser davantage le fossé qui sépare les pays développés et en développement,

Conscients du potentiel considérable que présentent ces technologies pour le développement social et politique des pays de la région dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la formation professionnelle, l'élimination de la marginalité sociale, la consolidation de la citoyenneté, la transparence de la gestion publique et la formation de sociétés plus ouvertes et démocratiques,

Tenant compte du fait que des progrès importants ont été accomplis dans la région au cours de la dernière décennie sur le plan de la résorption des déséquilibres budgétaires, du ralentissement de l'inflation, de l'essor des exportations, des processus d'intégration régionale, de l'accroissement de l'investissement étranger direct, de la relance du taux de croissance économique qui a atteint 3,2 % dans l'ensemble de la région mais qui reste néanmoins insuffisant pour combler les retards sociaux et technologiques, et que les économies continuent de présenter de faibles niveaux d'épargne et d'investissement, un manque de vitalité sur le plan de l'emploi, une forte hétérogénéité structurelle, et un degré élevé de vulnérabilité extérieure, ainsi que des systèmes financiers fragiles,

Sachant que le défi que posent le développement et l'élimination de la pauvreté et de la marginalité sociale, qui touchent 36 % de la population de la région, exige une croissance économique durable et permanente, qui intègre des secteurs porteurs d'emplois pro-

ductifs et favorise un accès plus équitable à tous les services sociaux,

Considérant qu'une technologie de l'information répondant à notre culture et dotée de contenus pertinents et constamment actualisés peut contribuer à renforcer la diversité et réaffirmer l'identité culturelle,

Les représentants des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à Florianópolis, tenant compte de tout ce qui précède, engagent instamment le Conseil économique et social, lors du débat de haut niveau de sa session de fond de 2000, à prêter son appui aux pays en développement qui s'efforcent :

1. *De mettre au point et d'exécuter* des programmes publics visant à assurer à l'ensemble de la population l'accès, dans les plus brefs délais possibles, aux produits et services des technologies de l'information et de la communication, à diffuser leur utilisation, à promouvoir le développement de l'infrastructure de réseaux numériques, et à soutenir la recherche, l'innovation et le développement technologique en général et au niveau des entreprises en particulier;

2. *De créer* les conditions et les mécanismes permettant la formation de tous les citoyens dans le domaine des nouvelles technologies et de promouvoir l'alphabétisation numérique, en particulier en encourageant des expériences novatrices en matière d'enseignement à distance, d'enseignement de type non scolaire et de formation des éducateurs, éléments indispensables à l'insertion de la population, dans des conditions favorables, au sein des nouveaux modes de production à forte intensité de connaissances, et en facilitant par là l'accès aux technologies de l'information et de la communication et en favorisant leur utilisation dans le cadre de méthodologies visant à accélérer les processus éducatifs des populations marginalisées ou vivant dans une extrême pauvreté;

3. *De faciliter* la sensibilisation et la formation des dirigeants politiques et communautaires en matière de technologies de l'information en mettant à profit les expériences des programmes de promotion de la société de l'information;

4. *De mettre en place* les mécanismes et de consentir les investissements requis, en collaboration avec le secteur privé, afin que toutes les localités de tous les pays de la région soient dotées de centres

communautaires de connexion au réseau numérique, de façon à mettre fin à la marginalisation de la population vis-à-vis des services offerts par la nouvelle économie, tels que le commerce électronique, la télémedecine et les formalités administratives informatisées, en renforçant l'infrastructure physique et en créant les conditions permettant un accès généralisé aux réseaux numériques;

5. *De promouvoir* une administration publique plus efficiente, efficace et transparente à tous les niveaux, en fournissant des informations en ligne aux citoyens des mécanismes de contrôle de la gestion, des services, des formalités administratives et l'acquisition publique de biens et de services par le biais des réseaux numériques;

6. *De favoriser* le développement d'entreprises à forte intensité technologique en créant des mécanismes tels que les fonds de capital-risque, les zones de développement technologique et d'incubation d'entreprises auxquels participent le milieu universitaire, les centres de recherche et le secteur privé, tout en favorisant leur intégration nationale, régionale et internationale par le biais de réseaux avancés de recherche et développement;

7. *De mettre en place* des cadres réglementaires qui, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle, minimisent les risques et les éléments d'incertitude du nouvel environnement résultant des nouvelles technologies de l'information et de la communication, grâce à la prestation de services propres à assurer et à favoriser l'essor du commerce électronique, en établissant des conditions de concurrence et de protection des usagers, des consommateurs et des petits producteurs ayant recours au commerce électronique, notamment sur le plan de la confidentialité;

8. *De chercher* activement de nouvelles modalités de financement et de promotion de l'innovation et de la modernisation des entreprises, notamment des petites et moyennes entreprises, afin qu'elles puissent bénéficier de nouvelles possibilités, tout en facilitant et améliorant les possibilités d'emploi;

9. *De renforcer* les institutions culturelles, scientifiques et technologiques afin qu'elles tirent pleinement parti des technologies de l'information et de la communication qui permettront de créer et de diffuser différents contenus culturels sur les plans régional, national et local par le biais des réseaux numériques;

10. *D'encourager* la recherche en matière de technologies de pointe dans le domaine de l'information et de la communication, la détention de ces technologies par la société et la mise sur pied de réseaux de haute vitesse dans la région;

11. *D'adopter* des mesures propres à réduire le coût des services de communications, et de favoriser le développement et la consolidation d'une infrastructure nationale et régionale de première qualité en matière de communications, d'accroître la capillarité des réseaux de communication et d'information dans les divers espaces nationaux, d'améliorer de façon substantielle certaines fonctions essentielles telles que l'applicabilité et l'interopérabilité, ainsi que de faciliter la diffusion plus rapide des innovations technologiques;

12. *De consentir* des efforts de coopération régionale en matière de politiques publiques concernant la technologie de l'information et de la communication, y compris la participation concertée au sein des instances internationales pertinentes, en particulier lorsqu'elles sont concernées par le commerce électronique, la sécurité et la protection de la confidentialité et des droits de propriété intellectuelle, ainsi que de politiques visant à éviter les pratiques monopolistiques;

13. *De renforcer* la coopération régionale grâce à des mécanismes novateurs tels que la promotion d'initiatives techniques et commerciales communes dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, qui permettront de mettre en valeur le potentiel de production et la diversité de la région en l'intégrant à la nouvelle économie;

14. *De promouvoir* la modernisation et le réaménagement de l'infrastructure des communications dans les secteurs public et privé de façon à favoriser au maximum les capacités d'interconnexion et d'interopérabilité et de s'assurer qu'ils puissent répondre à la demande dans les deux sens;

15. *De renforcer* la création de mécanismes communs de mise au point, de consolidation et de commercialisation des produits et des services à haute technicité, tels que, notamment, la création de logiciels et l'enseignement à distance;

16. *De promouvoir* la création d'un observatoire régional chargé de surveiller l'incidence des technologies de l'information sur l'économie et d'autres activités de coopération pertinentes;

17. *D'encourager* la mise au point d'une information statistique et d'indicateurs fiables, normalisés et actualisés sur le développement des technologies de l'information dans la région et dans les pays qui en font partie, ainsi que la création de mécanismes de coordination des systèmes de statistiques;

18. *De favoriser* l'élaboration de contenus locaux, nationaux et régionaux dans les langues autochtones et officielles des pays de la région et la présentation de ces contenus par des serveurs régionaux hôtes, afin de rationaliser l'accès et de favoriser la réciprocité par les routes les plus directes du trafic local et régional;

19. *De prendre* des mesures propres à favoriser la réduction de la dette extérieure des pays en développement, en échange de fonds que ces pays consacraient à leurs programmes de développement économique et social par le biais de technologies de l'information et de la communication;

20. *De demander* à la communauté internationale d'apporter une coopération technique et financière, tant sur le plan multilatéral que bilatéral, afin de faciliter les efforts internes décrits plus hauts, et d'inviter les entreprises privées pertinentes des pays développés à s'associer à cet effort.
